



l'étincelle

Mobilisation des salariés
de l'Ingénierie Renault :
Ni départs contraints,
ni externalisations

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 25 mai 2021

Sur les cendres de Gaza, aucun peuple ne gagne

Alors que l'on compte 243 morts palestiniens et 12 israéliens après le conflit en Palestine, les applaudissements de la diplomatie internationale sont indécents. Ils le sont plus encore lorsque Macron se félicite du « rôle fondamental de l'Égypte » du dictateur Abdel Fattah al-Sissi. De Biden à Poutine, c'est un concert international de satisfaction sans que soit dénoncée la situation d'apartheid dont sont victimes les Palestiniens, sans que la politique coloniale de l'État d'Israël ne soit remise en cause. On devrait se contenter de phrases creuses comme celle de l'Union européenne qui appelle à « une solution durable et juste dans les plus brefs délais ». Après 70 ans d'une succession de conflits et d'annexions, les Palestiniens savent ce qu'il en est des proclamations internationales, et des dirigeants israéliens et palestiniens.

Le cessez-le-feu a été l'occasion de manifestations de satisfaction, tant de Netanyahu, qui annonce avoir « épuisé les cibles militaires identifiées », que du Hamas qui dit ressentir « l'euphorie de la victoire ». Mais qui sort gagnant de cette confrontation ? Sûrement pas le peuple palestinien, ni à Gaza, ni en Cisjordanie, ni en Israël.

Les frappes « chirurgicales » de l'armée israélienne ont détruit 1 000 habitations et jusqu'à la plus grande librairie de Gaza. Le coût des dégâts s'ajoute à ceux du blocus (qui dure depuis 14 ans) et de la guerre de 2014. Le Hamas sort peut-être provisoirement renforcé sur un plan intérieur pour avoir montré qu'il pouvait, à coup de roquettes, faire pression sur Israël. Cependant sa politique a aussi mis au second plan la révolte en cours de la population arabe.

Une révolte contagieuse

Dans un contexte où l'armée intervenait régulièrement sur l'esplanade des Mosquées, expulsait des familles arabes au profit de colons juifs, où l'extrême droite suprémaciste juive défilait aux cris de « mort aux Arabes », la jeunesse palestinienne de Jérusalem-Est s'organisait. Ce mouvement contre le racisme anti-Arabe et la discrimination institutionnalisée avait déjà connu quelques victoires (ajournement des expulsions et interdiction d'une manifestation de l'extrême droite) et commençait à essaimer dans toute la Palestine.

C'est cette révolte, partie de Jérusalem Est et qui s'est étendue aux Palestiniens de Cisjordanie et d'Israël, et elle seule, qui pourrait attirer la

sympathie de la population israélienne qui en a assez des guerres et de la politique d'austérité de son gouvernement.

La guerre déclenchée par les roquettes du Hamas a provisoirement pris le devant de la scène. Mais le mouvement est toujours en cours, en témoignent les nombreuses manifestations partout dans les territoires occupés ou en Israël, la grève des travailleurs arabes du mardi 18 mai en étant une des expressions.

Des droits nationaux pour les Palestiniens et pour les Juifs

Partout dans le monde, au moment des bombardements sur Gaza, des manifestations en soutien aux Palestiniens ont eu lieu. Les calomnies sur le caractère supposé antisémite des manifestants n'ont pas empêché l'expression de la solidarité internationale et les dénonciations de la politique coloniale de l'État d'Israël.

Aux États-Unis, le principal soutien financier de l'État israélien, des milliers de personnes, y compris des membres d'organisations juives, ont défilé pour que cesse l'agression contre Gaza. En France, plus de 30 000 personnes ont bravé les interdictions de manifester samedi 15 mai. Ils étaient encore des milliers le samedi suivant.

La lutte en cours contre l'apartheid et la politique d'Israël concerne tous les travailleurs, y compris juifs. Seule une égalité totale entre Israéliens et Palestiniens, ainsi que la reconnaissance des droits nationaux de ces derniers, permettront l'émergence d'une solution.

L'Ingénierie toujours mobilisée

Après un mois et demi d'interruption, la mobilisation des salariés de l'ingénierie Renault contre l'externalisation de la maintenance des moyens d'essai et les suppressions de postes dans l'Ingénierie/Tertiaire a repris. Jeudi 20 mai, plusieurs centaines de salariés ont à nouveau débrayé à Lardy, Guyancourt et Aubevoye. Ils étaient aussi une cinquantaine à l'usine du Mans pour une première action. Une mobilisation plus nécessaire que jamais à l'heure où la direction poursuit son plan de suppression de postes et fait planer la menace d'autres d'externalisations.

Une idée fixe

Le cabinet Sextant écrit dans son rapport d'expertise que GMB Invest, le groupe dont fait partie P2M, « n'écarte pas l'idée » de reprendre l'exploitation des bancs d'essai de l'Ingénierie. L'externalisation de la maintenance n'est donc qu'un début. Quant aux salariés, ils n'écartent pas non plus l'idée de refuser et de stopper cette externalisation.

La méthode à six mille

Le rapport d'expertise de Sextant commandé par les CSE de Renault Guyancourt et Lardy montre qu'en cas d'externalisation des salariés de la maintenance chez P2M, ceux-ci perdront 6 000 € de rémunération par an. Ça donne envie.

Le jeu de 17 erreurs

Des erreurs sont apparues sur les dernières fiches de paie. Elles ont beau avoir été simplifiées, c'est toujours une usine à gaz. Le paiement à partir du 19 février 2021 des jours chômés selon l'accord Renault d'Activité Partielle de Longue Durée (qui permet à Renault de continuer à ne pas payer un centime les jours chômés) en a rajouté. Dans tous les cas, le salaire net doit être maintenu à 100% les jours chômés. Chaque salarié perd déjà des jours de congés, alors pas un centime d'euro ne doit manquer.

Renault ne perd pas le Nord

La direction du groupe veut regrouper ses usines du Nord de la France (Renault Douai, MCA Maubeuge et STA Ruitz) dans une même filiale « Renault Electric ». Les contrats de travail des 5000 salariés en CDI et CDD des trois sites y seraient transférés au 1^{er} janvier 2022. Renault promet un CDD à une partie des 1200 intérimaires et aucune fermeture de site d'ici 2025, en échange de la remise en cause de tous les accords collectifs actuels, de concessions sur le temps de travail (temps supplémentaire en fin d'équipe et samedis obligatoires...) et des salaires d'embauche revus à la baisse. Les syndicats sont sommés de valider tout ça dans un accord à signer d'ici le 9 juin. Un chantage à l'emploi inacceptable.

De mal en PPI

Au Technocentre, les chefs ont pour consigne de coller un PPI (Plan de Progrès Individuel) aux salariés qui n'ont pas atteint leurs objectifs. Que les conditions de travail soient dégradées par le contexte de crise sanitaire et de désorganisation ne semble pas une circonstance atténuante. La direction y voit surtout l'occasion de faire pression sur des salariés pour trouver des « volontaires » pour sa RCC.

Effet ghosnerang

Carlos Ghosn avait porté plainte contre Nissan-Mitsubishi BV : il demandait 15 millions d'euros à la filiale basée aux Pays-Bas pour licenciement abusif. Le tribunal néerlandais a rendu son verdict et c'est Ghosn qui doit rembourser cinq millions d'euros de salaire, qu'il a continué à toucher après la fin de son contrat. Quand on a la poisse...

Villeroy dit : nous voulons... un emploi

Jeudi 20 mai parallèlement aux débrayages dans l'Ingénierie Renault, 250 salariés venus principalement des fonderies MBF de Saint-Claude, du Poitou et de Bretagne ont bloqué la plateforme logistique de Renault Villeroy, près de Sens dans l'Yonne. Ces trois fonderies sont menacées de fermeture à cause du désengagement de Renault, leur principal donneur d'ordre. Un blocage comme un retour à l'envoyeur. Pour se faire réellement craindre, les mouvements de grève des fonderies doivent s'étendre à d'autres sites et filières.

Vivre à la Colla

Mardi 25 mai, le tribunal de commerce de Dijon doit se prononcer sur une offre de reprise de la fonderie MBF dans le Jura, qui produit des carters de moteurs et des éléments de boîtes de vitesses en alu pour PSA et Renault. En grève depuis 54 jours, les salariés menacent de faire sauter l'usine avec des bouteilles de gaz en cas de fermeture. Gianpiero Colla, leur patron qui a mis l'entreprise en redressement judiciaire, avait été ramené par Renault et PSA en 2012 pour « sauver » le site. En fait, Colla fait fortune en reprenant des sociétés en difficulté et en se servant au passage : 1,7 million d'euros de dividendes en 2017, 600 000 euros de frais de gestion en 2018, financement de son club de foot de Gênes sur les comptes de MBF, achat d'un SUV Q8 Audi... En 2014, il avait aussi racheté le sous-traitant de pièces automobiles GM&S de La Souterraine pour déposer le bilan deux ans plus tard. Et quand Renault réduit ses commandes, les salariés sont jetés à la rue et Colla le vautour vole toujours.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre